



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/CONF.164/22/Rev.1
11 avril 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR
LES STOCKS DE POISSONS DONT LES
DÉPLACEMENTS S'EFFECTUENT TANT
À L'INTÉRIEUR QU'AU-DELÀ DE ZONES
ÉCONOMIQUES EXCLUSIVES (STOCKS
CHEVAUCHANTS) ET LES STOCKS DE
POISSONS GRANDS MIGRATEURS
Cinquième session
New York, 27 mars-12 avril 1995

PROJET D'ACCORD AUX FINS DE L'APPLICATION DES DISPOSITIONS
DE LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER
DU 10 DÉCEMBRE 1982 RELATIVES À LA CONSERVATION ET À LA
GESTION DES STOCKS DE POISSONS DONT LES DÉPLACEMENTS
S'EFFECTUENT TANT À L'INTÉRIEUR QU'AU-DELÀ DE ZONES
ÉCONOMIQUES EXCLUSIVES (STOCKS CHEVAUCHANTS) ET DES STOCKS
DE POISSONS GRANDS MIGRATEURS

Établi par le Président de la Conférence

PROJET D'ACCORD AUX FINS DE L'APPLICATION DES DISPOSITIONS
DE LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER
DU 10 DÉCEMBRE 1982 RELATIVES À LA CONSERVATION ET À LA
GESTION DES STOCKS DE POISSONS DONT LES DÉPLACEMENTS
S'EFFECTUENT TANT À L'INTÉRIEUR QU'AU-DELÀ DE ZONES
ÉCONOMIQUES EXCLUSIVES (STOCKS CHEVAUCHANTS) ET DES STOCKS
DE POISSONS GRANDS MIGRATEURS

Les États parties au présent Accord,

Résolus à pourvoir à la conservation à long terme et à l'exploitation viable des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà de zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs,

Résolus aussi à améliorer la coopération entre les États à cette fin,

Rappelant les dispositions pertinentes de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982,

Lançant un appel aux États du pavillon, aux États du port et aux États côtiers pour qu'ils appliquent plus efficacement les mesures adoptées aux fins de la conservation et de la gestion de ces stocks,

Désireux d'apporter une solution aux problèmes identifiés dans la section C du chapitre 17 d'Action 21, notamment le fait que la gestion des ressources halieutiques de la haute mer laisse à désirer dans de nombreuses zones; et notant les problèmes suivants : pêche non réglementée, suréquipement, taille excessive des flottes, pratique du changement de pavillon permettant de se soustraire aux régimes de contrôle, utilisation d'engins de pêche insuffisamment sélectifs, manque de fiabilité des bases de données et absence de coopération suffisante entre les États,

S'engageant à pratiquer la pêche de manière responsable,

Conscients de la nécessité d'éviter des impacts fâcheux sur le milieu marin, de préserver la biodiversité, de maintenir l'intégrité des écosystèmes marins et de réduire à un minimum le risque d'effets à long terme ou irréversibles des opérations de pêche,

Étant conscients qu'il faut fournir aux États en développement une assistance spéciale, notamment financière, scientifique et technique, afin de leur permettre de concourir efficacement à la conservation, à la gestion et à l'exploitation viables des stocks chevauchants et des stocks de grands migrateurs,

Convaincus qu'un accord aux fins de l'application des dispositions pertinentes de la Convention servirait le mieux ces fins et contribuerait le mieux au maintien de la paix et de la sécurité internationales,

Affirmant que les questions qui ne sont pas réglées dans la Convention ou dans le présent Accord continuent d'être régies par les règles et principes du droit international général,

Sont convenus de ce qui suit :

PARTIE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier

Emploi des termes et champ d'application

1. Aux fins du présent Accord :

a) On entend par "mesures de conservation et de gestion" les mesures destinées à conserver ou à gérer une ou plusieurs espèces de ressources biologiques marines qui sont adoptées et appliquées de manière compatible avec les règles pertinentes du droit international exposées dans la Convention et dans le présent Accord;

b) On entend par "Convention" la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982;

c) Le terme "poisson" englobe les mollusques et les crustacés à l'exception de ceux qui appartiennent aux espèces sédentaires telles qu'elles sont définies à l'article 77 de la Convention; et

d) On entend par "États parties" les États qui ont consenti à être liés par le présent Accord et à l'égard desquels celui-ci est en vigueur.

2. Le présent Accord s'applique mutatis mutandis aux entités visées à l'article 305, paragraphe 1, lettres c), d), e) et f) de la Convention, qui deviennent parties au présent Accord conformément aux conditions qui concernent chacune d'entre elles et, dans cette mesure, l'expression "États parties" s'entend de ces entités.

3. Les dispositions du présent Accord s'appliquent mutatis mutandis aux autres entités pratiquant la pêche dont les navires pêchent en haute mer.

Article 2

Objectif

Le présent Accord a pour objectif de pourvoir à la conservation à long terme et à l'exploitation viable des stocks chevauchants et des stocks de grands migrants grâce à l'application effective des dispositions pertinentes de la Convention.

Article 3

Application

1. Le présent Accord s'applique à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de grands migrateurs dans les zones qui ne relèvent pas de la juridiction nationale, si ce n'est que les dispositions des articles 6 et 7 s'appliquent également à la conservation et à la gestion de ces stocks dans les zones relevant de la juridiction nationale sous réserve des différents régimes juridiques qui leur sont applicables en vertu de la Convention dans les zones relevant de la juridiction nationale et dans les zones au-delà de la juridiction nationale.

2. Dans l'exercice de ses droits souverains aux fins de l'exploration et de l'exploitation, de la conservation et de la gestion des stocks chevauchants et des stocks de grands migrateurs dans les zones relevant de sa juridiction nationale, l'État côtier applique mutatis mutandis les principes généraux énumérés à l'article 5.

3. Pour l'application des articles 5, 6 et 7, il est tenu compte de la capacité des États en développement à appliquer leurs dispositions dans les zones relevant de leur juridiction nationale et de leurs besoins d'assistance comme prévu dans le présent Accord. À cette fin, la partie VII s'applique, mutatis mutandis, aux zones relevant de la juridiction nationale.

Article 4

Relation entre le présent Accord et la Convention

Aucune disposition du présent Accord ne porte atteinte aux droits, à la juridiction et aux obligations des États en vertu de la Convention. Les dispositions du présent Accord sont interprétées et appliquées dans le contexte des dispositions de la Convention et en conformité avec celles-ci.

PARTIE II

CONSERVATION ET GESTION DES STOCKS CHEVAUCHANTS ET DES STOCKS DE GRANDS MIGRATEURS

Article 5

Principes généraux

Les États côtiers et les États qui se livrent à la pêche en haute mer, en vue de pourvoir à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de grands migrateurs, et en s'acquittant de l'obligation de coopération que leur impose la Convention :

a) Adoptent des mesures de conservation et de gestion pour assurer la viabilité à long terme et promouvoir l'exploitation optimale des stocks chevauchants et des stocks de grands migrateurs;

/...

b) Veillent à ce que ces mesures soient fondées sur les données scientifiques les plus fiables disponibles et soient de nature à maintenir ou à rétablir les stocks à des niveaux qui permettent durablement un rendement maximum, eu égard aux facteurs écologiques et économiques pertinents, y compris les besoins particuliers des États en développement, et compte tenu des habitudes de pêche, de l'interdépendance des stocks et de toutes normes minimales internationales généralement recommandées, aux plans sous-régional, régional ou mondial;

c) Appliquent le principe de prévention conformément à l'article 6;

d) Évaluent l'impact de la pêche, d'autres activités humaines et des facteurs environnementaux sur les espèces ciblées et les espèces qui appartiennent au même écosystème que les espèces ciblées ou dépendent de celles-ci ou leur sont associées;

e) Adoptent, le cas échéant, des mesures de conservation et de gestion en ce qui concerne les espèces qui appartiennent au même écosystème que les espèces ciblées ou dépendent de celles-ci ou leur sont associées, en vue de maintenir ou de rétablir les populations desdites espèces à des niveaux supérieurs à ceux auxquels leur reproduction risque d'être sérieusement compromise;

f) Encouragent la mise au point et exigent l'utilisation d'engins et de techniques de pêche sélectifs, respectueux de l'environnement et peu coûteux afin de réduire au minimum les déchets polluants, les rejets, les captures par des engins perdus ou abandonnés, la capture d'espèces non ciblées (espèces de poissons et autres espèces) (ci-après dénommées espèces non ciblées) et l'impact sur les espèces associées ou dépendantes, notamment les espèces menacées;

g) Protègent la diversité biologique dans le milieu marin;

h) Prennent des mesures en vue d'empêcher ou d'éliminer la surexploitation et la surcapacité et de veiller à ce que l'effort de pêche n'atteigne pas un niveau incompatible avec l'exploitation durable des ressources halieutiques;

i) Prennent en compte les intérêts des pêcheurs qui se livrent à la pêche artisanale et à la pêche de subsistance;

j) Recueillent et mettent en commun sans retard des données complètes et exactes sur les activités de pêche, notamment sur la position des navires, la capture d'espèces ciblées et d'espèces non ciblées et l'effort de pêche, comme prévu à l'annexe 1, ainsi que les informations provenant des programmes de recherche nationaux, régionaux et internationaux;

k) Encouragent et pratiquent la recherche scientifique et mettent au point des techniques appropriées à l'appui de la conservation et de la gestion des ressources halieutiques; et

l) Appliquent et veillent à ce que soient appliquées des mesures de conservation et de gestion grâce à des systèmes efficaces de suivi, de contrôle et de surveillance.

/...

Article 6

Application du principe de prévention

1. Les États appliquent largement le principe de prévention à la conservation, à la gestion et à l'exploitation des stocks chevauchants et des stocks de grands migrateurs afin de protéger les ressources biologiques marines et de préserver le milieu marin.

2. Les États font preuve d'une prudence d'autant plus grande que les données sont incertaines, peu fiables ou inadéquates. Le manque de données scientifiques adéquates ne saurait être invoqué comme prétexte pour ne pas prendre de mesures de conservation et de gestion ou pour en différer l'adoption.

3. Pour mettre en oeuvre le principe de prévention, les États :

a) Améliorent la prise de décisions en matière de conservation et de gestion des ressources halieutiques en se procurant et en mettant en commun les données scientifiques les plus fiables disponibles et en appliquant des techniques perfectionnées pour faire face aux risques et à l'incertitude;

b) Appliquent les directives exposées à l'annexe 2 et arrêtent, sur la base de la meilleure information scientifique disponible, des niveaux de référence pour chaque stock, ainsi que les mesures à prendre si ceux-ci sont dépassés;

c) Tiennent compte notamment des incertitudes concernant l'importance numérique des stocks et le rythme de reproduction, des niveaux de référence, de la situation des stocks par rapport à ces niveaux, de l'étendue et de la répartition de la mortalité due à la pêche et de l'impact des activités de pêche sur les espèces non ciblées et les espèces associées ou dépendantes, ainsi que des conditions océaniques, écologiques et socio-économiques;

d) Mettent au point des programmes de collecte de données et de recherche afin d'évaluer l'impact de la pêche sur les espèces non ciblées et les espèces associées ou dépendantes et sur leur environnement, adoptent des plans, le cas échéant, pour assurer la conservation de ces espèces et protègent les habitats particulièrement menacés.

4. Les États prennent des mesures pour faire en sorte, lorsque les niveaux de référence sont prêts d'être atteints, qu'ils ne soient pas dépassés. Si ces niveaux sont dépassés, les États prennent immédiatement, pour reconstituer le(s) stock(s), les mesures de conservation et de gestion supplémentaires arrêtées conformément au paragraphe 3 b).

5. Si un phénomène naturel a d'importants impacts fâcheux sur la situation d'un ou plusieurs stocks chevauchants ou stocks de poissons grands migrateurs, les États côtiers concernés et les États concernés qui pêchent ce ou ces stocks en haute mer coopèrent – soit directement soit par l'intermédiaire de l'organisme ou de l'accord de gestion des ressources halieutiques régional ou sous-régional compétent – en vue de l'adoption, sans retard, de mesures de conservation ou de gestion d'urgence pour assurer que l'activité de pêche

/...

n'exacerbe pas les répercussions fâcheuses du phénomène naturel sur le ou les stocks. Ces mesures d'urgence sont de caractère temporaire et sont fondées sur la meilleure information scientifique disponible.

6. Lorsque l'état des stocks ciblés ou non ciblés ou des espèces associées ou dépendantes devient préoccupant, les États renforcent leurs contrôles sur ces stocks et espèces afin de vérifier régulièrement où ils en sont et de s'assurer de l'efficacité des mesures de conservation et de gestion qu'ils révisent en fonction des nouvelles données.

7. Pour les campagnes de pêche dans de nouvelles zones ou exploratoires, les États prennent, dès que possible, des mesures de conservation et de gestion consistant notamment à limiter le volume des captures et l'effort de pêche. Ces mesures restent en vigueur jusqu'à ce que suffisamment de données aient été collectées pour permettre d'évaluer l'impact de la pêche sur la viabilité à long terme des stocks; les mesures de conservation et de gestion sont alors modulées en fonction de cette évaluation et, s'il est approprié, permettent le développement graduel de la pêche.

Article 7

Compatibilité des mesures de conservation et de gestion

1. Sans préjudice des droits souverains que la Convention reconnaît aux États côtiers en ce qui concerne l'exploration, l'exploitation, la gestion et la conservation des ressources biologiques marines dans les zones relevant de leur juridiction nationale, et sans préjudice du droit qu'ont tous les États de permettre à leurs ressortissants de se livrer à la pêche en haute mer conformément à la Convention :

a) S'agissant des stocks chevauchants, les États côtiers concernés et les États dont les ressortissants pêchent ce type de poisson dans les zones de la haute mer adjacentes aux zones relevant de la juridiction des États côtiers s'efforcent, directement ou par l'intermédiaire des mécanismes de coopération appropriés prévus dans la partie III, d'arrêter d'un commun accord les mesures requises pour pourvoir à la conservation de ces stocks dans les zones adjacentes;

b) S'agissant des stocks de grands migrateurs, les États côtiers concernés et les États dont les ressortissants pêchent ce type de poisson dans la région coopèrent directement ou par l'intermédiaire des mécanismes de coopération appropriés prévus dans la partie III afin de garantir la conservation et d'encourager l'exploitation optimale desdits stocks dans toute la région, à l'intérieur comme à l'extérieur des zones relevant de la juridiction nationale.

2. Les mesures de conservation et de gestion prises pour la haute mer et celles prises pour les zones relevant de la juridiction nationale doivent être compatibles afin d'assurer la conservation et la gestion des stocks où qu'ils se trouvent. À cette fin, les États côtiers et les États qui se livrent à la pêche en haute mer ont l'obligation de coopérer en vue de parvenir à des mesures compatibles en ce qui concerne les stocks chevauchants et les stocks de grands

/...

migrateurs. Pour arrêter des mesures de conservation et de gestion compatibles, les États :

a) Tiennent compte des mesures de conservation et de gestion instituées, conformément à l'article 61 de la Convention, par les États côtiers pour le(s) même(s) stock(s) dans les zones relevant de leur juridiction nationale et veillent à ce que les mesures applicables à la haute mer ne compromettent pas l'efficacité de celles que les États côtiers ont instituées pour le(s) même(s) stock(s) dans les zones relevant de leur juridiction nationale;

b) Tiennent compte des mesures préalablement arrêtées, conformément à la Convention, pour le(s) même(s) stock(s) par les États côtiers concernés et les États qui se livrent à la pêche en haute mer en ce qui concerne la haute mer;

c) Tiennent compte de l'unité biologique et des autres caractéristiques des stocks et des rapports entre la répartition des stocks, des pêcheries et des particularités géographiques de la région, notamment de l'importance quantitative de ces stocks et de leur degré d'exploitation dans les zones relevant de la juridiction nationale;

d) Tiennent compte de la mesure dans laquelle les États côtiers et les États qui se livrent à la pêche en haute mer sont tributaires des stocks concernés; et

e) Veillent à ce que les mesures prises ne portent pas atteinte à l'ensemble des ressources biologiques marines.

3. Pour s'acquitter de l'obligation de coopération qui leur incombe, les États font tout leur possible pour se mettre d'accord sur des mesures de conservation et de gestion compatibles dans un délai raisonnable.

4. Si aucun accord n'est réalisé dans un délai raisonnable, l'un quelconque des États concernés peut invoquer les procédures de règlement des différends prévues dans la partie VIII du présent Accord, sans préjudice des dispositions de l'article 31.

5. En attendant qu'un accord soit réalisé sur des mesures de conservation et de gestion compatibles, les États concernés, dans un esprit de conciliation et de coopération, font tout leur possible pour convenir d'arrangements provisoires d'ordre pratique. S'ils ne peuvent se mettre d'accord sur de tels arrangements, n'importe lequel d'entre eux peut chercher à obtenir des mesures conservatoires, conformément aux procédures de règlement des différends prévues dans la partie VIII du présent Accord.

6. Les arrangements provisoires convenus ou les mesures conservatoires prescrites conformément au paragraphe 5 doivent être compatibles avec les dispositions de la présente partie, tenir dûment compte des droits et obligations de tous les États concernés et ne compromettre ni n'entraver la réalisation de l'accord final, et ils ne préjugent nullement de l'issue des procédures de règlement des différends qui ont pu être engagées.

7. Les États côtiers informent régulièrement – soit directement soit par l'intermédiaire de l'organisme ou de l'accord de gestion des ressources halieutiques régional ou sous-régional compétent – les États qui se livrent à la pêche en haute mer dans la région ou la sous-région des mesures qu'ils ont adoptées concernant les stocks chevauchants et les stocks de grands migrants dans les zones relevant de leur juridiction nationale.

8. Les États qui se livrent à la pêche en haute mer informent régulièrement – soit directement soit par l'intermédiaire de l'organisme ou de l'accord de gestion des ressources halieutiques régional ou sous-régional compétent – les autres États intéressés des mesures qu'ils ont adoptées pour réglementer les activités des navires battant leur pavillon qui pêchent en haute mer des stocks chevauchants ou des grands migrants.

PARTIE III

MÉCANISMES DE COOPÉRATION INTERNATIONALE CONCERNANT LES STOCKS CHEVAUCHANTS ET LES STOCKS DE GRANDS MIGRATEURS

Article 8

Coopération en matière de conservation et de gestion

1. Les États côtiers et les États qui se livrent à la pêche en haute mer, agissant conformément à la Convention, coopèrent en ce qui concerne les stocks chevauchants et les stocks de grands migrants – directement ou par l'intermédiaire des organismes ou arrangements de gestion des ressources halieutiques régionaux ou sous-régionaux compétents – en tenant compte des caractéristiques de la région ou de la sous-région, afin de pourvoir efficacement à la conservation et à la gestion de ces stocks.

2. Les États engagent, de bonne foi et sans retard, des consultations, notamment lorsqu'il est manifeste que les stocks concernés sont menacés de surexploitation ou lorsqu'une nouvelle campagne de pêche visant ces stocks est envisagée. À cette fin, des consultations peuvent être engagées à la demande de tout État intéressé en vue de la prise d'arrangements appropriés pour pourvoir à la conservation et à la gestion des stocks. En attendant de convenir de ces arrangements, les États appliquent les dispositions du présent Accord et agissent de bonne foi et en tenant dûment compte des droits, intérêts et obligations des autres États.

3. Lorsqu'un organisme ou arrangement de gestion des ressources halieutiques régional ou sous-régional a compétence pour instituer des mesures de conservation et de gestion de stocks chevauchants ou de stocks de grands migrants déterminés, les États qui se livrent à la pêche de ces stocks en haute mer et les États côtiers concernés s'acquittent de leur obligation de coopération en devenant membre de l'organisme – ou partie à l'arrangement – de gestion des ressources halieutiques régional ou sous-régional ou en se mettant d'accord pour appliquer les mesures de conservation et de gestion instituées par ledit organisme ou arrangement. Conformément aux dispositions régissant la participation, l'organisme ou l'arrangement est ouvert sans discrimination à tous les États qui ont un intérêt dans les ressources halieutiques concernées.

/...

4. Seuls les États qui sont membres d'un organisme – ou parties à un arrangement – de gestion des ressources halieutiques régional ou sous-régional, ou qui conviennent d'appliquer les mesures de conservation et de gestion instituées par ledit organisme ou ledit arrangement, ont accès à la ressource à laquelle s'appliquent ces mesures.

5. En l'absence d'organisme ou d'arrangement de gestion des ressources halieutiques régional ou sous-régional pouvant instituer des mesures de conservation et de gestion de stocks chevauchants ou de stocks de grands migrants déterminés, les États côtiers concernés et les États qui se livrent à la pêche de ces stocks en haute mer dans la région ou la sous-région coopèrent en vue de créer un tel organisme ou de prendre d'autres arrangements appropriés pour pourvoir à la conservation et à la gestion de ces stocks et participent aux travaux dudit organisme ou arrangement.

6. Tout État qui a l'intention de proposer la prise de mesures par un organisme intergouvernemental compétent en ce qui concerne des ressources biologiques doit, dans le cas où ces mesures auraient un effet notable sur des mesures de conservation et de gestion déjà instituées par un organisme ou un arrangement de gestion des ressources halieutiques régional ou sous-régional compétent, consulter les États membres dudit organisme ou arrangement par l'intermédiaire de celui-ci. Dans la mesure du possible, ces consultations doivent avoir lieu avant que la proposition ne soit soumise à l'organisation intergouvernementale.

Article 9

Organismes ou accords régionaux de gestion des pêches

En établissant des organismes ou accords sous-régionaux ou régionaux de gestion des pêches aux fins de la conservation et de la gestion des stocks de poissons chevauchants et grands migrants, les États conviennent, notamment, de ce qui suit :

a) Le(s) stock(s) au(x)quel(s) s'appliquent les mesures de conservation et de gestion, compte tenu de leurs caractéristiques biologiques et de la nature des pêches en question;

b) La zone d'application, compte tenu des dispositions du paragraphe 1 de l'article 7 et des caractéristiques de la région, y compris des facteurs socio-économiques, géographiques et environnementaux;

c) Les liens entre les activités du nouvel organisme ou accord et le rôle, les objectifs et les opérations de tout organisme ou accord de pêche existant; et

d) Les mécanismes par lesquels l'organisme ou accord obtiendra des informations scientifiques et examinera la situation du ou des stocks, y compris, si nécessaire, la création d'un organisme consultatif scientifique.

Article 10

Fonctions des organismes et accords régionaux de gestion des pêches

Pour s'acquitter de l'obligation qui leur est faite de coopérer par l'intermédiaire des organismes ou accords sous-régionaux ou régionaux de gestion des pêches, les États :

- a) Conviennt de mesures de conservation et de gestion et s'y conforment, afin d'assurer la viabilité à long terme du ou des stocks;
- b) Conviennt, selon le cas, de l'attribution de droits de participation, comme le nombre de captures admissibles ou le niveau de l'effort de pêche;
- c) Adoptent et appliquent toutes normes internationales minimales généralement recommandées pour mener les opérations de pêche de manière responsable;
- d) Obtiennent des informations scientifiques et les évaluent et examinent la situation du ou des stocks et évaluent l'impact de la pêche sur les espèces non ciblées et les espèces associées ou dépendantes;
- e) Conviennt de normes pour la collecte, la communication, la vérification et l'échange de données sur l'exploitation du ou des stocks;
- f) Recueillent et diffusent des données statistiques précises et complètes, comme indiqué dans l'annexe 1, pour constituer un fonds documentaire scientifique, tout en en préservant le caractère confidentiel, le cas échéant;
- g) Encouragent l'évaluation des stocks par des méthodes scientifiques, la réalisent, ainsi que d'autres études pertinentes, et en diffusent les résultats;
- h) Mettent en place des mécanismes de coopération appropriés en matière d'observation, de contrôle, de surveillance et d'application;
- i) Conviennt des moyens permettant de concilier les intérêts des nouveaux membres de l'organisme ou participants à l'accord et ceux des anciens;
- j) Conviennt, pour la prise des décisions, de procédures permettant d'adopter des mesures de conservation et de gestion, en temps opportun et de manière efficace;
- k) Appuient le règlement pacifique des différends, conformément à la partie VIII du présent Accord;
- l) Font en sorte que leurs organismes nationaux compétents et leurs industries coopèrent pleinement aux activités de l'organisme ou de l'accord sous-régional ou régional de gestion des pêches; et

m) Assurent la transparence de la prise de décisions et des autres activités des organismes ou accords régionaux ou sous-régionaux de gestion des pêches.

Article 11

Renforcement des organismes et accords existants

Les États concourent au renforcement des organismes et accords sous-régionaux et régionaux existants en matière de gestion des pêches afin d'améliorer leur efficacité dans la mise au point et la mise en oeuvre de mesures de conservation et de gestion des stocks chevauchants et de grands migrants.

Article 12

Collecte et communication d'informations et coopération en matière de recherche scientifique

1. Les États parties s'assurent que les navires de pêche battant leur pavillon leur communiquent toutes informations qui peuvent être nécessaires pour leur permettre de remplir les obligations qui leur incombent en vertu du présent Accord. À cette fin, les États :

a) Réunissent et échangent des données scientifiques, techniques et statistiques concernant l'exploitation des stocks chevauchants et de grands migrants conformément aux dispositions de l'annexe 1;

b) Veillent à ce que les données recueillies soient suffisamment détaillées pour permettre l'évaluation exacte des stocks et soient communiquées dans les délais fixés par les organismes ou accords sous-régionaux ou régionaux de gestion de la pêche; et

c) Prennent les mesures voulues pour vérifier l'exactitude de ces données.

2. Les États coopèrent directement ou par l'intermédiaire des organismes ou accords sous-régionaux ou régionaux de gestion des pêches en vue de :

a) Convenir des spécifications des données à recueillir et de la formule sous laquelle elles doivent être communiquées aux organismes ou accords sous-régionaux ou régionaux de gestion de la pêche, en tenant compte de la nature des stocks et de leur exploitation; et

b) Mettre au point et utiliser conjointement des techniques d'analyse et des méthodes d'évaluation des stocks pour améliorer les mesures de conservation et de gestion des stocks chevauchants et de grands migrants.

3. En application de la partie XIII de la Convention, les États concourent, directement ou par l'intermédiaire des organisations internationales compétentes, au renforcement des moyens de recherche scientifique dans le domaine des pêches et encouragent la recherche scientifique relative à la

/...

conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrants dans l'intérêt de tous. À cette fin, un État ou un organisme qui effectue des recherches au-delà des zones relevant de la juridiction nationale s'emploie à faciliter la publication et la communication à tous États intéressés des résultats de cette recherche, comme de renseignements sur ses objectifs et méthodes et, autant que possible, facilite la participation de scientifiques desdits pays à la recherche en question.

Article 13

Mers fermées et semi-fermées

En appliquant les dispositions du présent Accord touchant les stocks chevauchants et les grands migrants dans une mer fermée ou semi-fermée, les États tiennent compte des caractéristiques géographiques et écologiques de ladite mer et agissent de manière conforme aux dispositions de la partie IX et autres dispositions applicables de la Convention.

Article 14

Zones de la haute mer complètement entourées par des zones relevant de la juridiction nationale d'un seul État

1. Les États dont des ressortissants pêchent des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrants dans une zone de la haute mer complètement entourée par une zone relevant de la juridiction nationale d'un seul État coopèrent avec cet État pour arrêter des mesures de conservation et de gestion en ce qui concerne ces stocks en haute mer. Compte tenu des caractéristiques géographiques et écologiques de la zone considérée, les États s'attachent particulièrement, en application de l'article 7, à instituer, en ce qui concerne ces stocks, des mesures de conservation et de gestion compatibles et veillent à ce que les mesures instituées en ce qui concerne la haute mer tiennent compte des droits, devoirs et intérêts de l'État côtier aux termes de la Convention. Ils ne négligent rien pour s'entendre sur des mesures de suivi, de contrôle, de surveillance et de mise en application pour assurer l'observation des mesures de conservation et de gestion en ce qui concerne la haute mer.

2. Si, dans un laps de temps raisonnable, l'État pêcheur concerné et l'État côtier ne sont pas en mesure de convenir de mesures de conservation et de gestion conformément au paragraphe 1, ils appliquent les dispositions des paragraphes 4, 5 et 6 de l'article 7, concernant l'adoption de mesures provisoires.

Article 15

Transparence

1. La prise de décisions et les autres activités des organismes ou accords sous-régionaux et régionaux de gestion de la pêche doivent être transparentes.

2. Les représentants d'autres organismes intergouvernementaux et non gouvernementaux concernés par les stocks chevauchants et de grands migrateurs doivent avoir la possibilité de participer aux réunions de ces organismes en qualité d'observateurs ou autrement, conformément aux procédures de l'organisme ou accord sous-régional ou régional de gestion des pêches concerné. Les organismes intergouvernementaux et non gouvernementaux concernés par les stocks chevauchants et de grands migrateurs ont accès en temps voulu aux dossiers et rapports desdits organismes ou accords de gestion des pêches, sous réserve des règles de procédure régissant l'accès à ces renseignements.

Article 16

Nouveaux participants

Pour déterminer la nature et la portée des droits de participation des nouveaux membres d'un organisme régional ou sous-régional de gestion des pêches ou des nouveaux participants à un accord régional ou sous-régional de gestion des pêches, les États doivent notamment prendre en considération :

a) L'état du ou des stocks et le niveau de leur exploitation dans la zone de pêche;

b) Les intérêts, habitudes de pêche et pratiques de pêche des nouveaux et des anciens membres ou participants;

c) La contribution des nouveaux et des anciens membres ou participants aux efforts de conservation et de gestion du ou des stocks, à la collecte et à la communication de données exactes et aux recherches scientifiques menées sur le(s) stock(s);

d) Les besoins des communautés côtières qui dépendent fortement de la pêche du ou des stocks;

e) Les besoins des États côtiers dont l'économie dépend essentiellement de l'exploitation des ressources biologiques marines; et

f) Les intérêts des États en développement de la sous-région ou région, lorsque les stocks se trouvent également dans les zones relevant de leur juridiction nationale.

PARTIE IV

ÉTATS NON PARTICIPANTS

Article 17

États qui ne sont pas membres d'un organisme ou parties à un accord régional ou sous-régional de gestion des pêches

1. Tout État qui n'est pas membre d'un organisme ou partie à un accord sous-régional ou régional de gestion des pêches, ou qui n'a pas accepté sous d'autres formes d'appliquer les mesures de conservation et de gestion établies

/...

par cet organisme ou cet accord, n'est pas libéré de l'obligation de coopérer, conformément à la Convention et au présent Accord, à la conservation et à la gestion du (des) stock(s) concerné(s).

2. Tout État qui n'est pas membre d'un organisme ou partie à un accord sous-régional ou régional de gestion des pêches, ou qui n'a pas accepté sous d'autres formes d'appliquer les mesures de conservation et de gestion établies par cet organisme ou cet accord, ne pourra autoriser des navires battant son pavillon à opérer dans des zones de pêche soumises aux mesures de conservation et de gestion instituées par cet organisme ou cet accord, conformément à la Convention et au présent Accord.

3. Les États qui participent à un organisme ou accord sous-régional ou régional de gestion des pêches ou en sont membres demandent, individuellement ou de concert, aux entités de pêche visées au paragraphe 3 de l'article premier qui ont des navires de pêche dans la zone concernée de coopérer pleinement avec cette organisation ou cet accord dans l'application des mesures de conservation et de gestion de cette organisation ou de cet accord, aux fins d'assurer que ces mesures sont appliquées de facto aussi largement que possible aux activités de pêche dans la zone concernée. Ces entités jouissent des avantages qu'entraîne la participation à la pêche dans la mesure dans laquelle ils se sont engagés à respecter les mesures de conservation et de gestion concernant le(s) stock(s) en question.

4. Les États qui participent à un organisme ou accord sous-régional ou régional de gestion des pêches ou en sont membres échangent des informations concernant les activités des navires de pêche qui battent pavillon des États qui ne participent pas à l'organisme ou à l'accord en question, ni n'en sont membres, et qui exploitent dans la zone de pêche le(s) stock(s) visé(s). Ils adoptent, conformément à la Convention et au présent Accord, des mesures en vue de dissuader ces navires de se livrer à des activités qui compromettent l'efficacité des mesures sous-régionales ou régionales de conservation et de gestion.

PARTIE V

RESPONSABILITÉS DE L'ÉTAT DU PAVILLON

Article 18

Devoirs de l'État du pavillon

1. L'État du pavillon dont les navires pêchent en haute mer prend les mesures voulues pour que ses navires respectent les mesures sous-régionales et régionales de conservation et de gestion et qu'ils ne se livrent à aucune activité qui compromette l'efficacité desdites mesures.

2. L'État du pavillon n'autorise les navires battant son pavillon à pratiquer la pêche en haute mer que lorsqu'il peut s'acquitter efficacement des responsabilités qui lui incombent vis-à-vis de ces navires en vertu de la Convention et des dispositions du présent Accord.

3. L'État du pavillon prend, notamment, en ce qui concerne les navires battant son pavillon, les mesures suivantes :

a) Contrôle de ces navires en haute mer, au moyen de licences, d'autorisations et de permis de pêche conformément à toutes procédures ayant fait l'objet d'accords sous-régionaux, régionaux ou mondiaux;

b) Adoption de règlements à l'effet :

i) D'interdire aux navires dépourvus de licence ou n'ayant pas dûment été autorisés de pêcher en haute mer ou d'interdire à ces navires de pêcher selon des modalités différentes de celles stipulées par les licences, autorisations ou permis;

ii) D'assortir les licences, autorisations ou permis de clauses et conditions suffisantes de manière à s'acquitter de toutes obligations qu'il a souscrites aux plans sous-régional, régional ou mondial;

iii) D'obliger les navires pêchant en haute mer d'avoir toujours à bord leur licence, autorisation ou permis et de produire ces documents pour inspection à la demande d'un inspecteur dûment autorisé; et

iv) D'assurer que ces navires ne pêchent pas sans autorisation dans les zones relevant de la juridiction nationale d'autres États;

c) Tenue d'un registre national des navires de pêche autorisés à pêcher en haute mer et adoption des dispositions voulues pour que les États directement intéressés qui en font la demande aient accès aux renseignements figurant dans ledit registre, compte tenu de toutes lois pertinentes de l'État du pavillon qui ont trait à la communication de ces renseignements;

d) Établissement de critères pour le marquage des bateaux et engins de pêche aux fins de leur identification, conformément à des systèmes uniformes et internationalement reconnus, tels que les Spécifications types du marquage et de l'identification des bateaux de pêche, établies par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture;

e) Établissement de règles pour la tenue et la communication en temps opportun de registres indiquant la position du navire, les captures (espèces ciblées et non ciblées), l'effort de pêche et d'autres données pertinentes relatives à la pêche, conformément aux normes sous-régionales, régionales et mondiales de collecte de ces données;

f) Établissement de règles pour la vérification des relevés de capture d'espèces ciblées et non ciblées par les moyens suivants : programmes d'observation et d'inspection, rapports de déchargement, supervision des transbordements, contrôle des prises et suivi des statistiques du marché;

g) Observation, contrôle et surveillance de ces navires, de leurs activités de pêche et autres activités connexes au moyen notamment de :

- i) La mise en oeuvre de mécanismes d'inspection nationaux et régionaux, auxquels participe l'État du pavillon, prévoyant notamment l'obligation, pour ces navires, d'autoriser l'accès à leur bord d'inspecteurs dûment autorisés d'autres États;
 - ii) La mise en oeuvre de programmes d'observation nationaux et régionaux, auxquels participe l'État du pavillon, prévoyant notamment l'obligation, pour ces navires, d'autoriser l'accès à leur bord d'observateurs d'autres États pour permettre aux observateurs de s'acquitter des fonctions définies dans le programme; et
 - iii) L'élaboration et la mise en oeuvre de systèmes de surveillance des navires, notamment de systèmes appropriés de communication par satellite, conformément à tous programmes nationaux et aux programmes qui ont été convenus sur le plan régional;
- h) Réglementation des transbordements en haute mer pour s'assurer que l'efficacité des mesures de conservation et de gestion applicables n'est pas compromise; et
- i) Réglementation des activités de pêche pour assurer le respect des mesures ayant fait l'objet d'accords sous-régionaux, régionaux ou mondiaux, notamment de celles qui concernent la réduction au minimum des prises d'espèces non ciblées.

4. Lorsqu'un système régional d'observation, de contrôle et de surveillance est en vigueur, les États du pavillon doivent s'assurer que les mesures qu'ils imposent aux navires battant leur pavillon sont compatibles avec ce système.

PARTIE VI

OBSERVATION ET APPLICATION

Article 19

Observation et application par l'État du pavillon

1. L'État du pavillon s'assure que les navires battant son pavillon observent les mesures, règles et règlements convenus à l'échelon sous-régional, régional ou mondial pour la conservation et la gestion des stocks chevauchants et de grands migrants, conformément à la Convention et au présent Accord. À cette fin, l'État du pavillon doit :

a) Appliquer ces mesures, quel que soit l'endroit où les infractions sont commises;

b) Mener immédiatement une enquête approfondie sur toute infraction présumée aux mesures sous-régionales et régionales de conservation et de gestion, notamment en procédant à l'inspection physique du ou des navire(s) concerné(s) et faire rapport sans retard sur le déroulement et les résultats de

/...

l'enquête à l'État dénonçant l'infraction ainsi qu'à l'organisme ou accord sous-régional, régional ou mondial compétent;

c) Exiger que tout navire autorisé battant son pavillon fournisse à l'organisme enquêteur des renseignements concernant sa position, les captures, les activités et les opérations de pêche dans la zone de l'infraction présumée;

d) S'il est convaincu que les preuves disponibles sont suffisantes pour engager des poursuites à raison de l'infraction alléguée, saisir les autorités nationales compétentes en vue d'engager des poursuites sans tarder conformément à ses lois et, s'il y a lieu, immobiliser le navire; et

e) Veiller à ce que tout navire battant son pavillon, dont il a été établi conformément à sa législation qu'il a commis une infraction grave à des mesures sous-régionales ou régionales de conservation et de gestion, ne pêche plus en haute mer jusqu'à ce que toutes les sanctions imposées par l'État du pavillon au titre de l'infraction aient été exécutées.

2. Toutes enquêtes et poursuites judiciaires sont menées dans les plus brefs délais. Les peines infligées pour des infractions doivent être suffisamment sévères pour garantir le respect des mesures de conservation et de gestion et décourager les infractions où qu'elles se produisent et doivent priver les auteurs des infractions des profits résultant de leurs activités illégales. Les mesures applicables aux commandants et autres officiers du navire comprennent des dispositions pouvant autoriser, entre autres, l'annulation ou la suspension des autorisations d'exercer les fonctions de commandant ou d'officier sur ces bateaux.

Article 20

Coopération internationale aux fins de l'application

1. L'État du pavillon qui enquête sur une infraction présumée peut solliciter le concours de tout autre État dont la coopération peut contribuer à élucider les circonstances entourant l'affaire. Tous les États s'efforcent d'accéder aux demandes raisonnables formulées par l'État du pavillon dans le cadre de telles enquêtes.

2. Les enquêtes peuvent être menées directement par l'État du pavillon, en coopération avec le ou les autres État(s) concerné(s), ou par l'intermédiaire de l'organisme ou accord sous-régional ou régional de conservation et de gestion des ressources halieutiques. Des renseignements sur le déroulement et les résultats de l'enquête sont fournis à tous les États intéressés ou touchés par la violation présumée.

3. Les États se prêtent mutuellement assistance pour identifier les navires de pêche qui se seraient livrés à des activités qui compromettent l'efficacité des mesures sous-régionales ou régionales de conservation et de gestion.

4. Les États, dans la mesure où leurs lois et réglementations nationales le leur permettent, mettent en place des arrangements en vue de communiquer aux autorités poursuivant les preuves relatives aux violations présumées des mesures sous-régionales et régionales de conservation et de gestion.

5. Lorsqu'il y a des motifs raisonnables de croire qu'un navire pêche en haute mer sans autorisation dans une zone relevant de la juridiction d'un État côtier, l'État du pavillon procède immédiatement, à la demande de l'État côtier intéressé, à une enquête approfondie. L'État du pavillon aide l'État côtier à prendre les mesures de coercition appropriées en l'espèce, et peut autoriser celui-ci à arraisonner et à inspecter le navire en haute mer. Les dispositions du présent paragraphe s'entendent sans préjudice des dispositions de l'article 111 de la Convention.

Article 21

Accords et arrangements régionaux pour l'observation et l'application des mesures

1. Les États du pavillon coopèrent directement ou par l'intermédiaire d'organismes ou d'arrangements sous-régionaux ou régionaux de gestion des ressources halieutiques avec les États concernés pour assurer l'observation et l'application des mesures sous-régionales et régionales de conservation et de gestion des stocks de poissons chevauchants et grands migrateurs établies conformément à la Convention et au présent Accord.

2. En haute mer, dans toute zone couverte par un organisme ou arrangement sous-régional ou régional de gestion des pêches aux fins de l'application des mesures de conservation et de gestion établies en ce qui concerne les stocks de poissons chevauchants ou grands migrateurs par ledit organisme ou arrangement conformément à la Convention et au présent Accord, les inspecteurs dûment habilités et identifiés d'un État partie qui est membre d'un tel organisme ou arrangement, ou partie à celui-ci, ont le droit d'arraisonner et d'inspecter les navires de pêche battant le pavillon d'un autre État partie au présent Accord, que cet État partie soit ou non membre de l'organisme ou arrangement sous-régional ou régional de gestion des ressources halieutiques considéré, ou partie à celui-ci.

3. Par l'intermédiaire de l'organisme ou de l'arrangement sous-régional ou régional de gestion des ressources halieutiques compétent, les États élaboreront des procédures, compatibles avec les dispositions du présent article, régissant l'exercice du droit d'arraisonner et d'inspecter un navire visé au paragraphe 2, notamment des procédures concernant l'habilitation et l'identification des inspecteurs par les États parties qui sont membres de l'organisme ou arrangement en question, ou partie à celui-ci, et la désignation de contacts officiels aux fins des notifications visées au présent article. Dans le cadre des organismes et arrangements sous-régionaux et régionaux de gestion des ressources halieutiques, des opérations d'arraisonnement et d'inspection seront menées conformément aux procédures ainsi convenues.

4. Si, après arraisonnement et inspection, il y a des motifs raisonnables de penser qu'un navire s'est livré à une activité, quelle qu'elle soit, qui compromet l'efficacité des mesures de conservation et de gestion visées au paragraphe 2 ou constitue, d'une manière ou d'une autre, une infraction à ces mesures, l'État procédant à l'inspection informe sans délai l'État du pavillon et l'organisme ou arrangement compétent de la violation présumée. L'État du pavillon doit :

a) S'acquitter sans délai de l'obligation que lui impose le présent Accord de prendre le contrôle du navire, de faire une enquête et, si les circonstances le justifient, d'engager des poursuites, auquel cas il informe promptement l'État procédant à l'inspection des résultats de l'enquête et, le cas échéant, des poursuites engagées; ou

b) Autoriser les autorités compétentes de l'État ayant procédé à l'arraisonnement et à l'inspection à prendre le contrôle du navire aux fins de poursuites. L'État du pavillon peut, compte dûment tenu des obligations qui lui incombent en vertu du présent Accord, assortir cette autorisation de conditions raisonnables.

5. L'État du pavillon répond à la notification visée au paragraphe 4 que lui a adressée l'État ayant procédé à l'inspection dans un délai de trois jours ouvrables à compter de sa réception. En attendant la réponse de l'État du pavillon, les inspecteurs dûment habilités et identifiés de l'État procédant à l'inspection peuvent rester à bord du navire et rassembler des éléments de preuve jusqu'à ce que l'État du pavillon prenne le contrôle du navire.

6. Si l'État du pavillon n'a pas répondu dans un délai de trois jours ouvrables à compter de la date de réception de la notification, l'État procédant à l'inspection peut prendre le contrôle du navire et peut exiger que celui-ci gagne sans délai le port approprié le plus proche pour complément d'enquête.

7. Si l'État du pavillon refuse de prendre le contrôle du navire ou refuse d'autoriser l'État procédant à l'inspection d'en prendre le contrôle aux fins de poursuites, l'État procédant à l'inspection peut alors prendre le contrôle du navire et peut exiger que celui-ci gagne sans délai le port approprié le plus proche pour complément d'enquête.

8. L'État procédant à l'inspection informe l'État du pavillon des résultats de tout complément d'enquête et, si les circonstances le justifient, il peut demander l'assentiment de l'État du pavillon pour engager des poursuites contre le navire à raison d'infractions déterminées des mesures sous-régionales ou régionales de conservation et de gestion. Si l'État du pavillon refuse de donner son assentiment, il doit indiquer à l'État procédant à l'inspection les raisons justifiant ce refus.

9. Indépendamment des autres dispositions du présent article, l'État du pavillon peut à tout moment prendre le contrôle du navire pour faire une enquête et, si les circonstances le justifient, engager des poursuites à raison d'une infraction présumée. Si l'État du pavillon considère que des poursuites ont été engagées contre son navire sans son assentiment, il peut invoquer les procédures de règlement des différends prévues à la partie VIII du présent Accord.

10. L'État procédant à l'inspection peut aussi invoquer les procédures de règlement des différends prévues à la partie VIII du présent Accord lorsqu'il considère que l'État du pavillon ne s'est pas acquitté de l'obligation que lui impose le présent Accord de faire une enquête et d'engager des poursuites à raison d'une infraction qui aurait été commise par un navire battant son pavillon.

11. Lorsqu'un État autre que l'État du pavillon est amené à immobiliser un navire ou à arrêter son équipage, il doit procéder sans délai à la main-levée de l'immobilisation du navire ou à la libération de l'équipage dès le dépôt d'une caution ou autre garantie financière raisonnable, et les dispositions de l'article 292 de la Convention sont applicables.

12. Les mesures prises par les États eu égard à des navires qui se sont livrés à des activités qui compromettent l'efficacité des mesures sous-régionales ou régionales de conservation et de gestion ou constituent, d'une manière ou d'une autre, une infraction à ces mesures, sont fonction de la gravité de l'infraction.

13. Les États parties qui sont membres d'un organisme ou arrangement sous-régional ou régional de gestion des ressources halieutiques ou sont parties à un tel organisme ou arrangement peuvent prendre des mesures conformément au droit international, y compris en recourant aux procédures convenues à l'échelon sous-régional ou régional à cette fin, pour empêcher les navires qui se sont livrés à des activités qui compromettent l'efficacité des mesures de conservation et de gestion établies par ledit organisme ou arrangement ou constituent, d'une manière ou d'une autre, une infraction à ces mesures, de pratiquer la pêche en haute mer dans la sous-région ou la région en attendant que l'État du pavillon ou l'État autorisé à le faire par l'État du pavillon ait engagé les poursuites appropriées.

14. Lors de l'application de toute procédure convenue sur le plan sous-régional ou régional en matière d'arraisonnement et d'inspection, les États veillent à gêner le moins possible les activités de pêche et, dans la mesure du possible, à sauvegarder la qualité des prises.

15. Lorsqu'il existe des motifs raisonnables de soupçonner qu'un navire pêchant en haute mer est apatride, un État peut prendre les mesures qu'il juge nécessaires pour arraisonner et inspecter le navire. Quand les circonstances le justifient, l'État peut engager une procédure conformément au droit international et à sa législation nationale.

16. Les États assurent la publicité voulue aux mesures prises par les organismes ou arrangements sous-régionaux ou régionaux de gestion des ressources halieutiques concernant la conservation et la gestion des stocks chevauchants et des stocks de grands migrants.

17. L'État du pavillon communique les informations devant figurer dans les registres internationaux ou régionaux d'immatriculation des navires pêchant ou autorisés à pêcher en haute mer.

18. Les dispositions du présent article ne préjugent pas du droit qu'a l'État du pavillon de prendre toute mesure conforme à sa propre législation, y compris d'engager des procédures en vue de l'imposition de pénalités, indépendamment de la procédure que peut avoir engagée préalablement un autre État.

Article 22

Arraisonnement et inspection par l'État du port

1. L'État du port a le droit de prendre, en conformité avec le droit international, des mesures pour garantir l'efficacité des mesures sous-régionales, régionales et mondiales de conservation et de gestion. En prenant de telles mesures, l'État du port n'exerce aucune discrimination de forme ou de fait à l'égard des navires d'un État quel qu'il soit.

2. L'État du port peut, notamment, contrôler les documents, les engins de pêche et les captures des navires de pêche lorsque ceux-ci se trouvent de leur plein gré dans ses ports et ses installations au large.

3. Les États peuvent adopter des règles autorisant les autorités nationales compétentes à interdire le débarquement et le transbordement lorsqu'il a été établi que la prise a été faite d'une manière qui compromet l'efficacité des mesures de conservation et de gestion régionale ou sous-régionale en haute mer.

4. Aucune disposition du présent article ne porte atteinte à la souveraineté des États sur les ports de leur territoire conformément au droit international.

PARTIE VII

BESOINS DES ÉTATS EN DÉVELOPPEMENT

Article 23

Reconnaissance des besoins particuliers des États en développement

1. Les États reconnaissent pleinement les besoins particuliers des États en développement pour ce qui est de la conservation, de la gestion et du développement des pêcheries en matière de stocks chevauchants et de stocks de grands migrants. À cette fin, ils fournissent une assistance aux États en développement directement ou par l'intermédiaire du Programme des Nations Unies pour le développement, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et d'autres institutions spécialisées, du Fonds pour l'environnement mondial, de la Commission du développement durable et des autres organismes ou organes internationaux et régionaux compétents.

2. En s'acquittant de leurs obligations de concourir à l'élaboration de mesures de conservation et de gestion des stocks chevauchants et des stocks de grands migrateurs, les États prennent en compte les besoins particuliers des États en développement, notamment :

a) La vulnérabilité des États en développement qui dépendent de l'exploitation des ressources biologiques marines, notamment pour répondre aux besoins nutritionnels de leur population ou de parties de leur population;

b) La nécessité d'éviter de nuire à la pêche de subsistance et aux petites pêches commerciales dans les États en développement, et d'assurer l'accès à ces types de pêche aux femmes, aux petits pêcheurs et aux populations autochtones, en particulier dans les petits États insulaires en développement; et

c) La nécessité de faire en sorte que les mesures prises n'aient pas pour résultat de faire supporter, directement ou indirectement, une part disproportionnée de l'effort de conservation par les États en développement.

Article 24

Formes de coopération avec les États en développement

1. Les États coopèrent, directement ou par le biais d'organisations sous-régionales, régionales ou mondiales en vue :

a) De rendre les États en développement, en particulier les moins avancés d'entre eux et les petits États insulaires en développement, mieux à même de conserver, gérer et développer leurs propres pêcheries en ce qui concerne les stocks chevauchants et les stocks de grands migrateurs;

b) D'aider les États en développement, en particulier les moins avancés d'entre eux et les petits États insulaires en développement, à participer à l'exploitation en haute mer de stocks chevauchants et de stocks de grands migrateurs, y compris en leur facilitant l'accès à ces exploitations, sous réserve des dispositions des articles 5 et 16; et

c) De faciliter la participation des pays en développement aux organisations et arrangements sous-régionaux ou régionaux de gestion des pêches.

2. La coopération avec les États en développement aux fins énoncées dans le présent article pourra notamment prendre la forme d'aide financière, d'assistance relative à la mise en valeur des ressources humaines, d'assistance technique, de transfert de techniques, y compris par le biais d'accords de coentreprises, et de services consultatifs.

3. L'assistance devrait spécifiquement être axée, entre autres, sur les domaines ci-après :

a) Amélioration de la conservation et de la gestion des pêches par collecte, publication, vérification, échange et analyse de données et informations sur les pêcheries et informations connexes;

/...

b) Évaluation des stocks et recherche scientifique; et

c) Observation, contrôle, surveillance, application et exécution, y compris la formation et le renforcement des capacités au niveau local, l'élaboration et le financement de programmes d'observateurs nationaux et régionaux et l'accès aux technologies et matériels.

Article 25

Assistance spéciale aux fins de la conservation, de la gestion et de la mise en valeur des pêches

1. Les États coopèrent en vue de constituer des fonds de contributions spéciales afin d'aider les États en développement à appliquer le présent Accord et, en particulier, les aider à défrayer le coût du règlement des différends auxquels ils pourraient être parties.

2. Les États et les organisations internationales et régionales devraient aider les États en développement à créer de nouveaux organismes ou accords de conservation et de gestion des stocks chevauchants et des stocks de grands migrateurs ou à renforcer ceux qui existent.

PARTIE VIII

RÈGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS

Article 26

Obligation de régler les différends par des moyens pacifiques

Les États ont l'obligation de régler leurs différends par voie de négociation, d'enquête, de médiation, de conciliation, d'arbitrage, de règlement judiciaire, de recours à des organismes ou accords régionaux ou par tout autre moyen pacifique de leur choix.

Article 27

Prévention des différends

Tous les États coopèrent en vue de prévenir tout différend. À cette fin, ils arrêtent d'un commun accord des procédures de prise de décisions efficaces et rapides au sein des organismes ou accords sous-régionaux ou régionaux de gestion des pêches, et renforcent, le cas échéant, les procédures existantes.

Article 28

Différends touchant une question technique

En cas de différend touchant une question technique, les États concernés peuvent saisir un groupe d'experts ad hoc créé par les parties au différend. Le groupe d'experts s'entretient avec les États concernés et s'efforce de parvenir

/...

rapidement à un règlement à l'amiable, sans recourir à des procédures ayant force obligatoire pour le règlement des différends.

Article 29

Règlement des différends

1. Les dispositions relatives au règlement des différends prévues dans la partie XV de la Convention s'appliquent à tout différend entre États parties au présent Accord concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord, que lesdits États soient ou non parties à la Convention.

2. Les dispositions relatives au règlement des différends prévues dans la partie XV de la Convention s'appliquent également à tout différend entre États parties au présent Accord concernant l'interprétation ou l'application d'un accord mondial, régional ou sous-régional de gestion des pêches relatif aux stocks chevauchants et aux stocks de poissons grands migrateurs auxquels ils sont parties, y compris tout différend concernant la conservation et la gestion desdits stocks, que lesdits États soient ou non parties à la Convention.

3. Lorsqu'un État partie à la Convention a choisi, par voie de déclaration écrite, conformément à l'article 287 de la Convention, un ou plusieurs des moyens prévus pour le règlement des différends aux alinéas a) à d) du paragraphe 1 de l'article 287 de la Convention, cette déclaration s'appliquera comme une déclaration faite au titre de l'article 287 de la Convention aux fins du règlement des différends visés aux paragraphes 1 et 2 du présent article, à moins qu'au moment de signer ou de ratifier le présent Accord ou d'y adhérer, ou à un moment quelconque par la suite, l'État partie intéressé n'indique, par voie de déclaration écrite, un autre choix aux fins du règlement des différends visés aux paragraphes 1 et 2 du présent article. Ladite déclaration s'appliquera comme une déclaration faite au titre de l'article 287 de la Convention aux fins du règlement des différends visés aux paragraphes 1 et 2 du présent article.

4. Lorsqu'il signe ou ratifie la Convention ou y adhère, ou à n'importe quel moment par la suite, un État qui n'est pas partie à la Convention est libre de choisir, par voie de déclaration écrite, un ou plusieurs des moyens prévus pour le règlement des différends aux alinéas a) à d) du paragraphe 1 de l'article 287 de la Convention. Cette déclaration s'appliquera comme une déclaration faite au titre de l'article 287 de la Convention aux fins du règlement des différends visés aux paragraphes 1 et 2 du présent article.

5. Toute cour ou tout tribunal auquel est soumis un différend visé au paragraphe 1 ou 2 du présent article applique les dispositions pertinentes de la Convention, du présent Accord et de tout accord mondial, régional ou sous-régional de gestion des pêches applicable ainsi que les normes généralement acceptées en matière de conservation et de gestion des ressources biologiques marines et les autres règles du droit international qui ne sont pas incompatibles avec la Convention, en vue d'assurer la conservation des stocks en cause.

6. Tout État partie accepte la compétence de la cour ou du tribunal qui est compétent conformément à la partie XV de la Convention telle qu'elle s'applique selon le présent article aux fins du règlement des différends visés aux paragraphes 1 et 2 du présent article.

Article 30

Mesures conservatoires

1. En attendant de régler un différend conformément aux dispositions de la présente partie, les parties au différend font tout ce qui est en leur pouvoir pour conclure des arrangements conservatoires pratiques. Si elles ne parviennent pas à convenir de tels arrangements, toute partie au différend peut soumettre le différend à l'une des instances – cour ou tribunal – visées à l'article 287 de la Convention.

2. La cour ou le tribunal est compétent pour prescrire les mesures conservatoires qu'il juge appropriées étant donné les circonstances en vue de préserver les droits des parties au différend et de prévenir tout dommage aux stocks en question, en attendant le règlement définitif du différend.

3. La cour ou le tribunal est compétent aussi pour prescrire des mesures conservatoires dans les circonstances spécifiées au paragraphe 5 de l'article 7 et au paragraphe 2 de l'article 14.

4. Les mesures conservatoires peuvent être modifiées ou rapportées lorsque les circonstances qui les ont justifiées ont évolué ou cessé d'exister. Ces mesures ne peuvent être prescrites, modifiées ou rapportées en vertu du présent article qu'à la demande d'une partie au différend et seulement après que les parties ont été entendues.

5. La cour ou le tribunal notifie immédiatement aux parties au différend ou aux autres États parties, s'il le juge approprié, la prescription, la modification ou l'abrogation de mesures conservatoires.

6. En attendant que soit constitué le tribunal saisi d'un différend en vertu du présent article, toute cour ou tout tribunal qu'acceptent les parties au différend ou, à défaut de leur accord dans un délai de deux semaines à compter de la date de la demande de mesures conservatoires, le Tribunal international du droit de la mer peut prescrire, modifier ou rapporter des mesures conservatoires conformément au présent article. Une fois constitué, le tribunal qui a été saisi du différend peut modifier, rapporter ou confirmer ces mesures conservatoires, conformément au présent article.

7. Les parties au différent se conforment rapidement à toutes mesures conservatoires prescrites en vertu du présent article.

Article 31

Limites à l'applicabilité d'une procédure de règlement
des différends

Les dispositions de l'article 297 de la Convention s'appliquent également au présent Accord.

PARTIE IX

BONNE FOI ET ABUS DE DROITS

Article 32

Bonne foi et abus de droits

Les États parties remplissent de bonne foi les obligations qu'ils ont assumées aux termes du présent Accord et exercent les droits reconnus dans le présent Accord d'une manière qui ne constitue pas un abus de droits.

PARTIE X

ÉTATS NON PARTIES AU PRÉSENT ACCORD

Article 33

Encouragement de l'adhésion

Les États parties encouragent les États qui ne sont pas parties au présent Accord à y adhérer et à adopter des lois et des règlements conformes à ses dispositions. Les États parties au présent Accord prennent, conformément au présent Accord et au droit international, des mesures en vue de dissuader les navires d'activités qui compromettent l'application effective du présent Accord.

PARTIE XI

RAPPORTS SUR LES FAITS NOUVEAUX CONCERNANT LA
CONSERVATION ET LA GESTION DES STOCKS CHEVAUCHANTS
ET DES STOCKS DE POISSONS GRANDS MIGRATEURS ET
CONFÉRENCE D'EXAMEN

Article 34

Rapports sur les faits nouveaux concernant la conservation
et la gestion des stocks chevauchants et des stocks de
poissons grands migrateurs

À la seconde session de l'Assemblée générale suivant la date d'adoption du présent Accord, et tous les deux ans par la suite, le Secrétaire général présente à l'Assemblée générale un rapport sur les faits nouveaux concernant la conservation et la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs. En établissant ce rapport, le Secrétaire général tient

/...

compte des informations fournies par les États, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et ses organes de pêche, d'autres organismes et arrangements sous-régionaux et régionaux s'intéressant aux faits nouveaux concernant la conservation et la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrants, ainsi que d'autres organismes intergouvernementaux et organisations non gouvernementales compétents. Le Secrétaire général fait également rapport, selon que de besoin, à la Commission du développement durable.

Article 35

Conférence d'examen

1. Quatre ans après la date d'entrée en vigueur du présent Accord, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies convoque une conférence, en vue d'en évaluer l'efficacité à pourvoir à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de grands migrants. Le Secrétaire général invite à la conférence tous les États et entités qui ont le droit de devenir parties au présent Accord ainsi que ceux qui ont le droit d'y participer en qualité d'observateur.

2. La conférence examine et évalue dans quelle mesure les dispositions du présent Accord sont adaptées et propose, le cas échéant, le moyen d'en renforcer le contenu et les méthodes d'application afin de traiter les problèmes de pêche qui persisteraient concernant les stocks chevauchants et les stocks de grands migrants.

PARTIE XII

CLAUSES FINALES

Article 36

Signature

Le présent Accord restera ouvert, au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à la signature des États et entités visées à l'article 305, paragraphe 1, lettres a), c), d), e) et f) de la Convention, pendant 12 mois à compter de la date de son adoption.

Article 37

Ratification, acceptation, approbation et confirmation formelle

Le présent Accord est soumis à ratification, acceptation ou approbation par les États et les autres entités visées à l'article 305, paragraphe 1, lettres a), c), d) et e) de la Convention, et à confirmation formelle, conformément à l'annexe IX de la Convention, par les entités visées à l'article 305, paragraphe 1, lettre f) de la Convention. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation et de confirmation formelle sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 38

Adhésion

Le présent Accord reste ouvert à l'adhésion des États et des autres entités visées à l'article 305, paragraphe 1, lettres a), c), d) et e) de la Convention. L'adhésion par les entités visées à l'article 305, paragraphe 1, lettre f) de la Convention s'effectue conformément à l'annexe IX de la Convention.

Article 39

Entrée en vigueur

1. Le présent Accord entrera en vigueur 30 jours après la date de dépôt du quarantième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. Pour chaque État ou entité qui ratifie l'Accord, l'accepte, l'approuve ou le confirme formellement ou y adhère après le dépôt du quarantième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, d'adhésion ou de confirmation formelle, l'Accord entrera en vigueur le trentième jour qui suit la date de dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, d'adhésion ou de confirmation formelle.

Article 40

Entrée en vigueur provisoire

1. Si, six mois à compter de son adoption, le présent Accord n'est pas entré en vigueur, il sera appliqué provisoirement en attendant son entrée en vigueur par :

a) Les États qui ont donné leur assentiment à son adoption, à l'exception de tout État de cette catégorie qui, avant l'expiration de la période de six mois à compter de l'adoption du présent Accord, notifie au dépositaire, par écrit, soit que de ce fait il n'appliquera pas l'Accord, soit qu'il ne donnera son assentiment à son application qu'après signature ou notification écrite ultérieure;

b) Les États et entités qui signent le présent Accord, à l'exception de tout État ou entité de cette catégorie qui notifie au dépositaire, par écrit, au moment de la signature, qu'il ou elle n'appliquera pas l'Accord;

c) Les États et entités qui donnent leur assentiment à son application provisoire en le notifiant par écrit au dépositaire;

d) Les États qui adhèrent au présent Accord.

2. Tous les États et entités de ces catégories appliquent l'Accord provisoirement, conformément à leurs lois et réglementations nationales ou internes, avec effet de la date de la signature, de la notification d'assentiment ou de l'adhésion.

3. L'application provisoire prend fin à la date d'entrée en vigueur de l'Accord.

Article 41

Réserves et exceptions

Le présent Accord n'admet ni réserves ni exceptions.

Article 42

Déclarations

L'article 41 n'interdit pas à un État, au moment où il signe ou ratifie le présent Accord, ou adhère à celui-ci, de faire des déclarations, quels qu'en soient le libellé ou la dénomination, notamment en vue d'harmoniser ses lois et règlements avec les dispositions du présent Accord, à condition que ces déclarations ne visent pas à exclure ou à modifier l'effet juridique des dispositions de l'Accord dans leur application à cet État.

Article 43

Relation avec d'autres conventions et accords internationaux

1. Le présent Accord ne modifie en rien les droits et obligations des États parties qui découlent d'autres conventions et accords compatibles avec lui, et qui ne portent atteinte ni à la jouissance par les autres États parties des droits qu'ils tiennent de l'Accord, ni à l'exécution de leurs obligations découlant de celui-ci.

2. Deux ou plusieurs États parties peuvent conclure des accords qui modifient ou suspendent l'application des dispositions du présent Accord et qui s'appliquent uniquement à leurs relations mutuelles, à condition que ces accords ne portent pas sur une disposition de l'Accord dont le non-respect serait incompatible avec la réalisation de son objet et de son but, et à condition également que ces accords n'affectent pas l'application des principes fondamentaux énoncés dans l'Accord et ne portent atteinte ni à la jouissance par les autres États parties des droits qu'ils tiennent de l'Accord, ni à l'exécution de leurs obligations découlant de celui-ci.

3. Les États parties qui se proposent de conclure un accord visé au paragraphe 2 notifient aux autres États parties, par l'entremise du dépositaire de l'Accord, leur intention de conclure l'Accord ainsi que la modification ou la suspension de l'application des dispositions de l'Accord qu'il prévoirait.

Article 44

Amendements

1. Tout État partie peut proposer, par voie de communication écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, des amendements au présent Accord et demander la convocation d'une conférence à

/...

l'effet d'examiner les amendements ainsi proposés. Le Secrétaire général transmet cette communication à tous les États parties. Il convoque la conférence si, dans les six mois qui suivent la date de la transmission de la communication, la moitié au moins des États parties répond favorablement à cette demande.

2. À moins qu'elle n'en décide autrement, la conférence convoquée conformément au paragraphe 1 applique la procédure de prise de décisions suivie par la conférence qui a élaboré l'Accord. Elle ne ménage aucun effort pour aboutir à un accord sur les amendements par voie de consensus et ceux-ci ne sont pas mis aux voix tant que tous les efforts en vue d'aboutir à un consensus n'ont pas été épuisés.

3. Les amendements au présent Accord, une fois adoptés, sont ouverts à la signature des États parties au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York, pendant une période de 12 mois à compter de la date de leur adoption, à moins que ces amendements n'en disposent autrement.

4. Les articles 37, 38 et 48 s'appliquent à tous les amendements au présent Accord.

5. Pour les États parties qui les ont ratifiés ou y ont adhéré, les amendements à l'Accord entrent en vigueur le trentième jour qui suit la date de dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion des deux tiers des États parties. Après cette date, pour chaque État Partie qui a ratifié un amendement ou y a adhéré après la date de dépôt du nombre requis d'instruments de ratification ou d'adhésion, cet amendement entre en vigueur le trentième jour qui suit la date de dépôt par l'État Partie de son instrument de ratification ou d'adhésion.

6. Un amendement peut prévoir que son entrée en vigueur requiert un nombre de ratifications ou d'adhésions moins élevé ou plus élevé que celui exigé par le présent article.

7. Un État qui devient partie au présent Accord après que des amendements sont entrés en vigueur conformément au paragraphe 5 ci-dessus est considéré comme partie à l'Accord tel qu'amendé.

Article 45

Dénonciation

1. Tout État partie peut dénoncer l'Accord, par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, et indiquer les motifs de la dénonciation. Le fait de ne pas indiquer le motif n'affecte pas la validité de la dénonciation. Celle-ci prend effet un an après la date de réception de la notification, à moins qu'elle ne prévoit une date ultérieure.

2. La dénonciation n'affecte nullement le devoir de tout État Partie de remplir toute obligation énoncée dans le présent Accord à laquelle il serait soumis en vertu du droit international indépendamment de celui-ci.

/...

Article 46

Statut des annexes

1. Les annexes font partie intégrante de l'Accord et, sauf dispositions contraires expresses, toute référence à l'Accord ou à l'une quelconque de ses parties renvoie également aux annexes qui s'y rapportent.

2. Les annexes peuvent être révisées de temps à autre par les États parties. Ces révisions sont fondées sur des considérations scientifiques et techniques. Nonobstant les dispositions de l'article 44, si une révision à une annexe est adoptée par consensus à une réunion des États parties, elle est incorporée dans le présent Accord et prend effet à compter de la date de son adoption ou de telle autre date qui peut être spécifiée dans la révision. Si une révision à une annexe n'est pas adoptée par consensus à une réunion des États parties, les procédures d'amendement énoncées à l'article 44 s'appliquent.

Article 47

Dépositaire

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est le dépositaire de l'Accord et des amendements qui s'y rapportent.

Article 48

Textes faisant foi

Les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe du présent Accord font également foi.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

FAIT À New York le ..., en un exemplaire unique en langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe.

Annexe 1

NORMES DE COLLECTE ET D'ÉCHANGE DES DONNÉES

Principes généraux

1. Il est essentiel de réunir, d'établir et d'analyser en temps voulu les données afin de pourvoir efficacement à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de grands migrateurs. À cette fin, il est nécessaire de collecter et de compiler des données touchant la pêche de ces stocks en haute mer et dans les zones relevant de la juridiction nationale de manière à pouvoir établir des statistiques pertinentes aux fins de la conservation et de la gestion des pêcheries. Ces données doivent comporter notamment des statistiques sur les captures et les efforts de pêche et d'autres données d'information concernant la pêche, dont des données sur les navires et d'autres données, afin de permettre de normaliser l'effort de pêche. Les données recueillies doivent également renseigner sur les espèces non ciblées et les espèces écologiquement apparentées. Il faut veiller à l'exactitude des données d'information recueillies tout en préservant le caractère confidentiel des données non exploitées.

2. Il faudra fournir aux États en développement une assistance, notamment financière et technique et dans le domaine de la formation, afin de leur permettre de se doter de moyens dans le domaine de la conservation et de la gestion des ressources biologiques marines. L'assistance devrait viser à renforcer leur aptitude à mettre en oeuvre des programmes de collecte, de vérification et d'observation de données, des projets d'analyse de données et de recherche au titre d'appui à l'évaluation des stocks. Il faudrait encourager les scientifiques et les responsables de la conservation et de la gestion des stocks chevauchants et des stocks de grands migrateurs des pays en développement à participer le plus étroitement possible à cette entreprise.

Principes devant régir la collecte, la compilation et l'échange des données

3. Il faudrait s'inspirer des principes généraux suivants pour définir les paramètres devant régir la collecte, l'établissement et l'échange de données provenant des opérations de pêche des stocks chevauchants et de grands migrateurs :

a) Les États doivent veiller à ce que les données recueillies auprès des navires battant leur pavillon à l'occasion d'activités de pêche, suivant les caractéristiques techniques de chaque activité (chalut individuel, palangre, ligne avec canne à la senne coulissante, pêche à la cuillère, etc.) soient assez détaillées pour permettre une évaluation précise des stocks;

b) Les États doivent veiller à vérifier les données relatives aux pêcheries grâce à un système approprié;

c) Les États doivent rassembler des informations sur les ressources halieutiques et d'autres données scientifiques pertinentes et les fournir en temps voulu dans des formes reconnues à l'organisme ou à l'accord sous-régional ou régional de gestion des pêches compétent. Les États doivent sinon coopérer pour échanger directement des données;

d) Les États devraient convenir, dans le cadre des organismes ou accords de pêche sous-régionaux ou régionaux de la spécification des données et de la forme sous laquelle celles-ci doivent être présentées conformément aux dispositions de la présente annexe et eu égard à la nature et à l'exploitation des stocks dans la région. Les organismes ou accords de pêche sous-régionaux ou régionaux devraient prier les États non participants de fournir des données concernant les activités de pêche pertinentes entreprises par les navires battant leur pavillon;

e) L'organisme ou accord de pêche sous-régional ou régional établit des données et les diffuse en temps voulu et sous la forme convenue à tous les États intéressés dans les conditions stipulées par ledit organisme ou accord; et

f) Les scientifiques de l'État du pavillon concerné et de l'organisme ou du mécanisme de pêche sous-régional ou régional compétent doivent analyser ces données séparément ou ensemble, selon qu'il conviendra.

Données essentielles relatives aux pêcheries

4. Les États doivent réunir et mettre à la disposition des organismes ou accords de pêche sous-régionaux ou régionaux de manière assez détaillée les types de données ci-après en vue de permettre une évaluation efficace des stocks, selon des procédures convenues :

a) Séries chronologiques relatives aux captures et statistiques relatives aux efforts de pêche par méthode de pêche et flotte;

b) Volume total des captures exprimé en quantités et/ou en poids nominal [calculé comme suit par la FAO : (débarquements + pertes résultant de l'apprêt, de la manutention et du traitement – gains réalisés avant débarquement à quai) x facteurs de conversion] par espèces, exploitées et non exploitées, selon qu'il conviendra, par méthode de pêche;

c) Statistiques relatives aux rejets, y compris, si nécessaire, les estimations, exprimées en quantités et/ou en poids nominal par espèce, selon qu'il conviendra, par méthode de pêche;

d) Statistiques relatives aux efforts de pêche, selon qu'il conviendra, par méthode de pêche; et

e) Lieu, date et heure de pêche et autres statistiques sur les méthodes de pêche, selon qu'il conviendra.

5. Les États doivent aussi, le cas échéant, recueillir et mettre à la disposition des organismes ou accords de pêche sous-régionaux ou régionaux, afin d'appuyer l'évaluation des stocks, des données scientifiques concernant notamment :

- a) La taille, le poids et la composition par sexe des captures;
- b) D'autres aspects biologiques permettant d'évaluer les stocks, comme l'âge, la croissance, le recrutement, la répartition et l'identité des stocks; et
- c) D'autres résultats de recherche pertinents, dont les études relatives à l'abondance et à la biomasse, les études hydro-acoustiques, les travaux de recherche sur les facteurs d'ordre environnemental qui agissent sur l'abondance des stocks, et les études océanographiques et écologiques.

Informations concernant les navires

6. Les États devraient réunir les données ci-après concernant les navires en vue de normaliser la composition des flottes et la capacité de pêche des navires et de convertir les résultats obtenus par des mesures différentes aux fins de l'analyse des captures et de l'effort de pêche :

- a) Identité, pavillon et port d'attache du navire;
- b) Type du navire;
- c) Caractéristiques du navire (nature de la construction, date de construction, longueur enregistrée, tonnage brut enregistré, puissance du moteur principal [ou des moteurs], capacité de charge, méthode de stockage des captures); et
- d) Description des engins (nature, caractéristiques et nombre).

7. L'État du pavillon réunira les renseignements suivants :

- a) Instruments de navigation et de positionnement;
- b) Matériel de transmission et indicatif radio international;
- c) Effectif de l'équipage.

Établissement des rapports

8. L'État de pavillon doit veiller à ce que les navires battant son pavillon adressent au service national des pêches compétent, ou, dans le cas où cela a été convenu, aux organismes ou accords de pêche sous-régionaux ou régionaux, des données tirées du livre de bord des captures et des efforts, y compris les données relatives aux opérations de pêche hauturière, à intervalles suffisamment rapprochés pour répondre aux besoins nationaux et aux obligations régionales et internationales. Ces données sont communiquées au besoin par radio, télex, télécopie ou liaison satellite.

/...

Contrôle des données

9. Les États ou, le cas échéant, les organismes ou accords de pêche sous-régionaux ou régionaux, devraient mettre en place des mécanismes de contrôle des données relatives à la pêche :

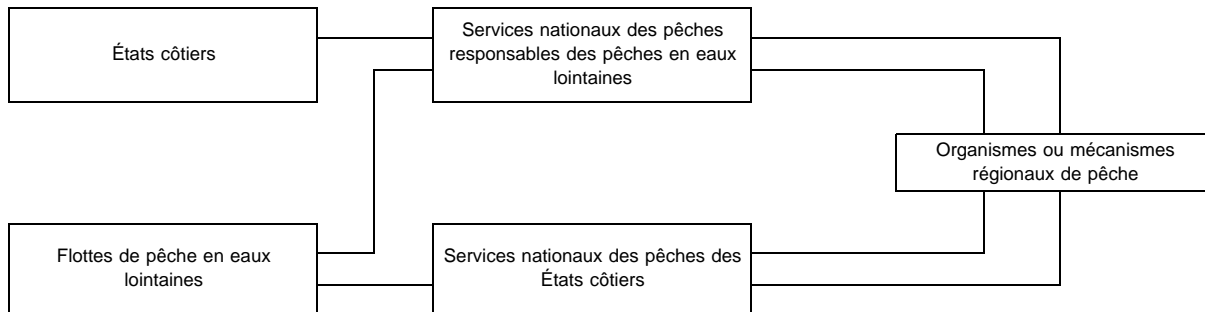
- a) Vérification de position au moyen des systèmes de suivi des navires;
- b) Programmes d'observations scientifique permettant de contrôler les captures, les efforts de pêche, la composition des captures (ciblées et non ciblées) et d'autres détails relatifs aux opérations de pêche;
- c) Rapports de route, de débarquement et de transbordement;
- d) Échantillonnage à quai.

Échange de données

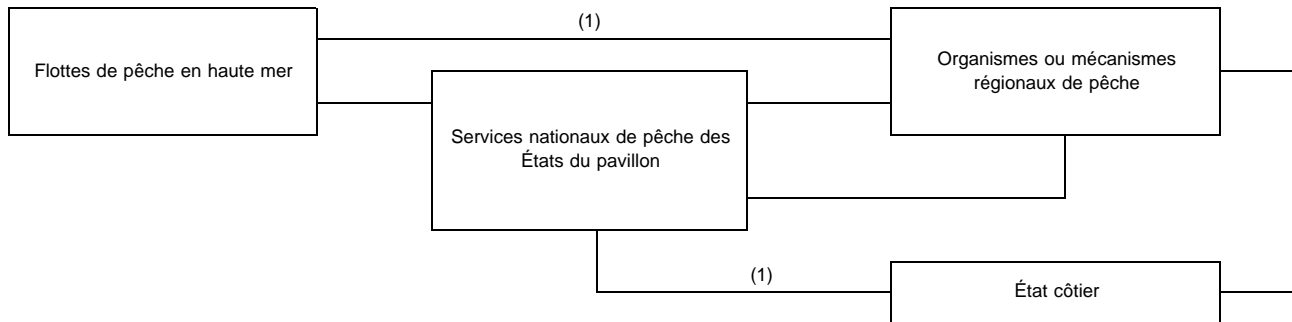
10. Les données rassemblées par les États du pavillon doivent être mises à la disposition d'autres États du pavillon et des États côtiers concernés par l'intermédiaire d'organismes ou accords de pêche sous-régionaux ou régionaux. Lesdits organismes ou accords ont des données qu'ils communiqueront en temps utile et sous une forme convenue à tous les États intéressés, dans les conditions et suivant les modalités fixées par l'organisme ou l'accord considéré, tout en respectant le caractère confidentiel des données encore détaillées; ils devraient, dans la mesure du possible, mettre au point des systèmes de gestion des bases de données permettant d'accéder efficacement à celles-ci.

11. Les courants d'information dont il est question au paragraphe 10 sont illustrés ci-dessous.

Dispositifs d'échange de données à l'intérieur des zones économiques exclusives



Dispositifs d'échange des données concernant les opérations de pêche en haute mer



(1) S'il y a accord entre les intéressés.

12. Au niveau mondial, la collecte et la diffusion des données devraient s'effectuer par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); en l'absence d'organisme ou de mécanisme sous-régional ou régional, la FAO pourrait procéder de la même façon au niveau régional avec l'accord des États intéressés.

Annexe 2

DIRECTIVES POUR L'APPLICATION DES NIVEAUX DE RÉFÉRENCE À RESPECTER
À TITRE DE PRÉVENTION DANS LA CONSERVATION ET LA GESTION DES STOCKS
CHEVAUCHANTS ET DES STOCKS DE GRANDS MIGRATEURS

1. Le niveau de référence est une valeur estimative calculée selon un procédé scientifique convenu, qui correspond à l'état de la ressource ou de la pêcherie et peut servir de guide aux fins de la gestion des pêches.
2. Deux types de niveaux de référence doivent être retenus : les niveaux de référence de conservation (limites) et les niveaux de référence de gestion (cibles). Les niveaux de référence (limites) établissent des frontières destinées à circonscrire l'exploitation dans des limites biologiques sûres qui permettent d'assurer le rendement maximum viable des stocks. Les niveaux de référence (cibles) obéissent à des objectifs de gestion.
3. Il faudrait fixer des niveaux de référence pour chaque stock de manière à tenir compte notamment de la capacité de reproduction, de la résistance de chaque stock et des caractéristiques de l'exploitation du stock en question, ainsi que d'autres sources de mortalité et des principales sources d'incertitude.
4. Les stratégies de gestion devraient viser à maintenir ou à ramener les populations des stocks exploités et, le cas échéant, des espèces associées ou dépendantes aux niveaux de référence préalablement convenus à titre de prévention. Ces niveaux de référence doivent déclencher les mesures de conservation et de gestion préalablement convenues. Les stratégies en question devraient comporter des mesures pouvant être appliquées lorsque les niveaux de référence sont près d'être atteints.
5. Les stratégies de gestion des pêches doivent être conçues de sorte que le risque de dépasser les niveaux de référence (limites) soit faible. Si la population d'un stock dépasse le niveau de référence ou est sur le point de le dépasser, des mesures de conservation et de gestion doivent être mises en oeuvre en vue de faciliter la reconstitution du stock. Les stratégies de gestion des pêches doivent garantir que, d'une manière générale, les niveaux de référence cibles ne soient pas dépassés.
6. En l'absence de données permettant de déterminer les niveaux de référence correspondant à une pêcherie – ou en cas de données insuffisantes –, il est fixé des niveaux de référence provisoires. En pareil cas, il faudrait soumettre la pêcherie à un contrôle renforcé de façon à réviser les niveaux de référence dès que l'on disposerait de données suffisantes.
7. Le taux de mortalité due à la pêche qui permet d'assurer le rendement maximum viable devrait être considéré comme la norme minimale pour les niveaux de référence (limites). Pour les stocks qui ne sont pas surexploités, les stratégies de gestion des pêches doivent garantir que la mortalité due à la pêche ne dépasse pas celle qui permet d'assurer le rendement maximum viable, et que la biomasse ne dépasse pas un seuil préétabli. Pour les espèces surexploitées, la biomasse qui permet d'assurer le rendement maximum viable peut être considérée comme objectif de reconstitution.